

## Consolider la sécurité économique et la cohésion en Europe

Le Pacte vert européen a jeté les bases de la modernisation économique en Europe, en enclenchant une accélération sans précédent de la transition écologique. Il se profile comme une réponse structurelle aux multiples crises auxquelles l'Union européenne a été confrontée ces cinq dernières années. Guidant le plan de relance post-COVID-19, il contribue également à réduire la dépendance des Européens vis-à-vis du gaz, du pétrole et du charbon russes. Toutefois, malgré ces avancées, des défis économiques, sociaux et géopolitiques persistent, exigeant une réponse plus robuste. Planifier la prochaine phase du Pacte vert afin de renforcer la sécurité économique et la cohésion en Europe devient un impératif.

**Quatre priorités se dégagent pour le prochain mandat** : une sécurité énergétique, une stratégie industrielle européenne, une nouvelle architecture financière, et des partenariats économiques avec les pays en développement.

Une véritable Stratégie Industrielle européenne, visant à atteindre un objectif de -90 % d'émissions de gaz à effet de serre d'ici 2040, peut servir de boussole aux choix stratégiques en matière d'investissements et de politiques lors du prochain mandat. Elle a le potentiel de créer un environnement propice à l'investissement des entreprises et à la planification de la réindustrialisation de l'économie.

### Chiffres clés

Selon Cambridge Econometrics, une stratégie industrielle européenne combinée à un objectif climatique de -90 % d'ici à 2040<sup>1</sup> pourrait aboutir à :

#### Une énergie plus abordable d'ici 2035

Réduire les prix de l'électricité de **12 %**.

Baisser les factures énergétiques des ménages de **deux tiers**.

#### Une indépendance énergétique renforcée

**850 milliards d'euros**

d'économies sur les importations de gaz, de pétrole et de charbon d'ici 2040.

### La réindustrialisation de l'Europe

**2 millions d'emplois**

créés dans l'industrie verte d'ici 2040, dont 1,6 million dès 2035.

**133 milliards d'euros**

d'économies par an en importations de technologies vertes et de matériaux critiques.

**233 milliards d'euros** de

valeur générée dans le secteur industriel

**668 milliards d'euros**

d'investissements sont nécessaires d'ici à 2040

<sup>1</sup> Strategic Perspectives. 2023. [Choices for a more Strategic Europe](#). Brussels.



## Garantir l'accès à une énergie abordable

L'Union européenne est passée d'une dépendance au gaz acheminé par gazoducs à une dépendance aux importations de gaz naturel liquéfié (GNL). Cela accroît son exposition à la volatilité des marchés internationaux de l'énergie et rend son économie extrêmement vulnérable. Seule la décarbonisation de son mix énergétique peut inverser cette tendance.

Les prochaines phases de la transition écologique européenne offrent une opportunité de mettre en place une **stratégie de sécurité énergétique**. La triple dynamique d'une électrification de l'économie, de l'augmentation des énergies renouvelables et des gains d'efficacité présente le potentiel d'accroître considérablement l'indépendance énergétique de l'Europe. Selon l'analyse, des **économies allant jusqu'à 856 milliards d'euros sur les importations de gaz, de pétrole et de charbon pourraient être réalisées d'ici 2040**.

En effet, l'analyse met en lumière que la décarbonation du mix électrique européen d'ici 2037, combinée à une forte électrification de l'économie, pourrait garantir aux entreprises et aux ménages européens un approvisionnement énergétique fiable tout en réduisant les prix. D'ici 2035, cela pourrait se traduire par une baisse de 12 % des prix de l'électricité et une **réduction des factures d'énergie des ménages de deux tiers**. Cette transition représenterait une économie potentielle de 449 milliards d'euros pour la société d'ici 2040. De plus, l'électrification généralisée contribuera à restaurer la compétitivité de l'Union européenne tout en réduisant sa vulnérabilité aux fluctuations des prix des combustibles fossiles et aux menaces géopolitiques.

## Bâtir une Stratégie Industrielle européenne

Les récentes législations européennes sur le climat ont considérablement renforcé l'attractivité de l'Europe pour les investissements verts<sup>2</sup>, en offrant un chemin de transition clair et prévisible<sup>3</sup>. Néanmoins, un écart de compétitivité se creuse par rapport aux États-Unis et à la Chine. Une batterie "made in China" est 32 % moins chère qu'une batterie "made in Europe". Le secteur industriel européen est à la croisée des chemins : soit il connaît un renouveau au travers d'une nouvelle stratégie industrielle européenne, soit il risque de voir se concrétiser une désindustrialisation<sup>4</sup>. Plusieurs facteurs expliquent ce décrochage de l'industrie européenne :

- Les entreprises sont confrontées à des fluctuations importantes des prix du gaz, du pétrole et du charbon, ce qui se traduit par un coût économique significatif. Les prix de l'énergie sont deux fois plus élevés en Europe qu'en Chine et aux États-Unis<sup>5</sup>.
- Les chaînes de valeur ne sont pas intégrées au niveau européen, ne permettant pas aux acteurs européens de tirer pleinement parti du marché unique pour générer des économies d'échelle, contrairement à leurs homologues chinois.
- L'augmentation des taux d'intérêt due à l'inflation rend difficile l'obtention de financements pour les projets industriels verts, compromettant ainsi leur rentabilité.

<sup>2</sup> Strategic Perspectives. 2023. [Competing in the new zero-carbon industrial era](#). Brussels.

<sup>3</sup> ProLogium. 2023, May 12. [ProLogium Announces €5.2b Gigafactory in Dunkirk, France and Greets French President Emmanuel Macron](#).

<sup>4</sup> Euractiv. 2024, January 16. [Very worrying: Trade unions alarmed by EU's industrial collapse](#).

<sup>5</sup> Hertie School Jacques Delors Centre. 2023, December 20. [Rustbelt relics or future keystone? EU policy for energy-intensive industries](#). Berlin.



- L'approche de l'Union européenne en matière d'investissement souffre d'un manque de simplicité et d'efficacité, surtout en comparaison avec celle des États-Unis. La fragmentation des stratégies entre État-membres complexifie davantage la situation.

Pourtant **la désindustrialisation de l'Europe n'est pas une fatalité**. Une Stratégie Industrielle européenne combinant vision politique, investissements, réformes du marché unique et création de chaînes de valeur intégrée peut changer la donne. L'analyse montre qu'elle a le potentiel de réindustrialiser l'économie européenne en générant plus de 233 milliards d'euros de nouvelles activités industrielles tout en augmentant la productivité de l'économie. Cela pourrait se traduire par **la création de 2 millions d'emplois dans les industries vertes d'ici 2040**, dont 1,6 million dès 2035.

Bien que cette stratégie ait un coût, estimé à 668 milliards d'euros d'investissement entre 2023 et 2040, ses avantages sont considérables. En une décennie, **l'Europe pourrait passer du statut de consommateur vert à celui de producteur vert**. En effet, elle pourrait réduire ses importations de technologies vertes, telles que les véhicules électriques et les pompes à chaleur, de 91 milliards d'euros par an entre 2030 et 2040. De même, les importations de matériaux critiques pourraient diminuer de 42 milliards d'euros par an, notamment grâce à l'émergence de l'économie circulaire. Ces mesures contribueraient à atténuer les risques d'approvisionnement et à faire face à la concurrence américaine et chinoise.

## Une nouvelle architecture financière

Soutenir l'Ukraine, développer l'industrie de la défense, déployer rapidement les technologies vertes, moderniser l'industrie européenne, et résoudre les crises de l'énergie et du coût de la vie impliquent de débloquer des investissements substantiels, publics comme privés. **Opter pour des investissements en Europe plutôt que dans des importations représente une opportunité majeure pour renforcer la sécurité économique du continent.**

Une nouvelle architecture financière peut fournir une réponse au déficit d'investissement en :

- **Coordonnant mieux les investissements nationaux** : Les projets d'intérêt européen commun (IPCEI) offrent un cadre propice à la mobilisation des ressources nationales et européennes tout en évitant les distorsions sur le marché unique. Les États-membres pourraient bénéficier d'une plus grande flexibilité en matière d'aides d'État pour les projets européens, sous réserve qu'ils s'alignent sur l'objectif climatique de 90 %. Cette démarche pourrait être associée à la création d'un guichet unique européen pour les entreprises, offrant une vue d'ensemble des financements disponibles à l'échelle européenne et nationale.
- **Élaborant un plan d'investissement européen pour le Pacte vert**, soutenu par de nouvelles ressources propres, afin de cibler des investissements communs dans la transition, en particulier dans les pays où les contraintes budgétaires sont plus importantes. La fin de NextGenerationEU entraînera une réduction des investissements européens dans l'action climatique de 35 milliards d'euros par an à partir de 2026<sup>6</sup>.
- **Mobilisant des financements privés** : L'achèvement de l'Union des marchés de capitaux peut éliminer les obstacles à l'épargne et encourager les produits bancaires à l'échelle du marché unique à moyen terme.

---

<sup>6</sup> Bruegel. 2023, September 6. [A new governance framework to safeguard the European Green Deal](#).



## **De nouveaux partenariats économiques pour faire progresser la décarbonisation au niveau mondial**

Une course mondiale aux technologies vertes est en cours, avec la Chine, les États-Unis et l'Union européenne en tête. Si une Stratégie Industrielle européenne augmentera la capacité de production de ces technologies en Europe, renforçant ainsi sa compétitivité à l'échelle mondiale, les Européens ne seront jamais totalement autosuffisants.

Encourager la mise en place de chaînes de valeur et le déploiement des technologies vertes dans les pays en développement peut favoriser leur développement économique tout en contribuant à la baisse des prix à l'échelle mondiale. Cela permettra à un plus grand nombre de nations de se joindre à la course mondiale à la transition écologique et de bénéficier de cette nouvelle ère industrielle.

Dans ce contexte, l'Europe a tout à gagner **en établissant de nouveaux partenariats économiques** :

1. Renforcer la résilience de la chaîne d'approvisionnement en diversifiant les importations,
2. Promouvoir des liens économiques et diplomatiques solides avec des pays partageant les mêmes valeurs et qui cherchent à renforcer leur propre sécurité économique pendant la transition,
3. Stimuler la coopération entre les entreprises européennes et celles des pays tiers.

Une dynamique internationale sur la transition écologique peut être lancée à travers ces nouveaux partenariats économiques.